

LE BEL AVENIR DES DRONES

Alors qu'un retour d'expérience a eu lieu chez EADS, dans le sillage de la centième mission, à la fin août en Afghanistan, du drone Harfang, mis en œuvre par l'armée de l'air, la place des drones dans l'outil de défense continue de poser problème. La tâche confiée aux députés Jean-Claude Viollet et Yves Vandewalle de rédiger un rapport d'information sur le sujet "drones" ne sera pas des plus simples. En visite au 61^e Régiment d'artillerie vendredi dernier, les deux députés ont pu constater le manque de moyens de l'armée de terre en matière de drone tactique. Seul deux systèmes SDTi (Sagem Défense Sécurité) sont à sa disposition : un premier en Afghanistan (avec un certain nombre de drones) et un second en métropole, pour la formation et la mise en condition en vue d'une projection (entre 2 et trois drones). Comme le déplore le général Elrick Irastorza, chef d'état-major de l'armée de terre, la rareté des équipements par manque d'investissement ne permet pas un entraînement optimal et mine le moral des troupes. L'achat de système canadien ne serait donc qu'un pis-aller. Par ailleurs, pour reprendre une réflexion que fera, sans doute, Jean-Claude Viollet, lors de l'Université d'été de la Défense à Saumur, le SDTi reste un système intermédiaire. Il faudra bien lui trouver un remplaçant dans la durée. Selon nos informations, le SDTi (à l'EMAT, certains avaient envisagé de supprimer le "i" du nom pour couper court aux critiques), qui est à l'origine un crash programme dérivé du Crécerelle, est voué à mourir en 2016. Son successeur, un système de drone tactique pour l'instant non défini, implique de basculer sur un outil plus performant, ce qui nécessitera un choix et un investissement étatique au profit des drones. Afin d'appuyer l'Etat dans son action, M. Viollet évoque l'idée d'une réflexion interministérielle sur la base d'un plateau associant les opérationnels, les industriels et les hommes politiques. Outre les drones tactiques, le Drac (drone de reconnaissance au contact), mis en œuvre par le 61^e RA, représente un besoin majeur exprimé par l'armée de terre. Le programme court depuis cinq ans et, comme ont pu le constater les deux députés, la disponibilité et la fiabilité posent encore quelques soucis, EADS et la STAT (Section technique de l'armée de terre) ayant corrigé certains écueils depuis juin dernier. Les deux points sur lesquels la partie industrielle travaille concernent la puissance moteur en altitude et le couple caméra infra-rouge/GPS, les systèmes se gênant l'un l'autre. Une solution a été trouvée pour le dernier point en appliquant un revêtement métallique sur la caméra pour ne pas perturber le GPS. Reste à gérer la puissance moteur. Celle-ci correspond, en fait, au profil de vol demandé à l'origine par l'armée de terre. Mais l'engagement en Afghanistan a modifié la donne, contraignant les forces à solliciter l'industriel vers davantage de puissance. (suite page 3)

BPC en Russie : Amsterdam en embuscade

Au cours de la conférence de Yaroslav (Russie) qui aura lieu le 14 septembre, jour anniversaire du Président Medvedev, François Fillon pourrait évoquer, outre les sujets internationaux, la question du BPC. D'autant que l'étude d'une demande de CIEEMG serait en cours au SGDN. Néanmoins, à l'Elysée, le doute domine. En effet, la partie russe, à l'exception du général Nikolai Makarov, chef de l'état-major général auteur d'une déclaration enthousiaste, reste floue sur ses intentions. Ainsi, comme le rapporte *Kommersant*, le Kremlin regarde également du côté

des Néerlandais, qui proposent un bateau proche du Mistral, de type Johan de Witt, qui était présent au Salon de Saint-Pétersbourg. Par ailleurs, Navantia commence également à se positionner, DCNS restant silencieuse sur la Russie, tout en affirmant sa volonté de devenir "le leader européen de l'exportation des navires armés" (Patrick Boissier aux *Echos*). Dans ce contexte, l'attitude de Matignon, au cours de ses entretiens avec MM. Medvedev et Poutine, pourrait dégripper un dossier très politique, la décision appartenant à l'Elysée. ■

Iran : le dossier stagne

Entre Iraniens et Occidentaux, tout le monde annonce sa disposition à dialoguer, mais sur des bases si éloignées les unes des autres, que la négociation, même si elle parvient à se nouer, s'annonce sous de mauvais auspices. Relents obsidionaux à Téhéran, syndrome de la caricature du "choc des civilisations" en Occident. Le gouvernement d'Ahmadinejad laisse entendre qu'il présentera bientôt un nouveau mémorandum sur le sujet. Mais de ses premières confidences, l'on comprend que ce document parlera beaucoup d'équilibres mondiaux et régionaux, de lutte contre la prolifération et pour le désarmement, de coopération internationale entre l'Iran et le monde extérieur, y compris sur le nucléaire, et fort peu des problèmes centraux : l'avenir de l'usine d'enrichissement de Natanz et la construction d'un réacteur de recherche à Arak, à configuration fortement plutonigène. Il devrait en somme s'agir d'une mise à jour d'un plan déjà présenté par l'Iran en mai 2008, et qui n'avait soulevé à l'époque aucun intérêt. Du côté occidental, pas de changement non plus, puisque l'on continue d'insister sur la nécessité pour l'Iran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium pour entrer sérieusement en négociation. Cette exigence relève, il est vrai, de l'application de la résolution votée en 2006 par le Conseil de sécurité. Mais chacun sait que l'Iran conteste la légalité de l'injonction, prise au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies. Selon lui, en effet, ses activités d'enrichissement, présentées comme pacifiques et menées sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ne constituent en aucune façon un danger pour la paix. (suite page 2)

➤ Opérations pakistanaises

Les affrontements entre forces de sécurité pakistanaises et talibans ont fait près de 160 morts, ces derniers jours, dans les zones tribales (FATA) frontalières avec l'Afghanistan. Le 7 septembre dernier, les Frontier Corps pakistanais ont attaqué des villages dans le district de Bara et dans la vallée de Tirah. Une dizaine de militants y auraient été abattus lors d'assauts lancés dans le cadre de l'opération «Bia Daraghlan». Quelques jours auparavant, dans l'agence de Khyber, deux centres d'entraînement talibans (Tarkhokas et Narai Baba Markaz) ainsi que de nombreux véhicules légers ont été détruits dans le cadre de cette opération de grande ampleur. Dans le village de Machikhel (Nord Waziristân), un drone américain a lancé un missile sur une madrasa suspectée d'abriter des extrémistes, tuant au moins cinq personnes et en blessant une dizaine d'autres. Parallèlement, ces derniers jours ont également vu la violence exploser dans la province des territoires de la frontière du Nord-Ouest (NWFP). Les forces de sécurité y ont ainsi tué une centaine de militants et perdu près d'une vingtaine d'hommes lors d'opérations menées dans la dangereuse vallée de Swat.

➤ Chavez à Moscou

Hugo Chavez est, cette semaine, en visite à Moscou, notamment pour évoquer certains contrats d'armements et retrouver un climat de confiance quelque peu ébranlé depuis l'arrivée de M. Medvedev.

➤ Incidents en Ouzbékistan

Tachkent se remet doucement de la fusillade qui a eu lieu le 29 août. La présidence stigmatise les courants islamistes. Il s'agit du troisième incident de cette sorte depuis quelques mois.

IRAN : LE DOSSIER STAGNE (suite de la page 1)

L'Iran a la mémoire longue et certains chercheurs ne comprennent pas pourquoi le nucléaire en Iran est devenu illégal alors qu'Henry Kissinger, favorisant en 1975 un contrat de 10 milliards de dollars pour Westinghouse et General Electric, ouvrait le cycle nucléaire dans le pays. Mais les Occidentaux n'ont trouvé aucun mérite à deux gestes accomplis récemment par l'Iran : autorisation de contrôles renforcés de l'AIEA sur l'usine d'enrichissement de Natanz et autorisation d'inspection par l'Agence du réacteur d'Arak en cours de construction. Prévoyant que rien ne se déblocquera d'ici à la fin septembre, date limite fixée par le Président Obama pour obtenir une réponse de l'Iran à la main qu'il lui a tendue, ils ont commencé à travailler sur une nouvelle vague de sanctions. Mais ils n'ont guère d'espoir d'entraîner avec eux la Chine et la Russie, dont les voix seraient nécessaires pour faire avaliser ces nouvelles sanctions par le Conseil de Sécurité. Il s'agira donc vraisemblablement de sanctions mises unilatéralement en œuvre par les Etats-Unis et par l'Union européenne. Mais, tout comme le KGB resta silencieux (c'est-à-dire complice dans l'inconscient iranien) lors du coup d'Etat de 1953, le Kremlin n'a aucun intérêt à s'investir davantage dans le dossier iranien. Contient-elles, en particulier, un embargo sur les fournitures extérieures d'essence à l'Iran ? Si oui, on entrera dans ce type de sanctions qui risque de faire autant de mal à ses auteurs qu'à ses victimes... Le régime iranien a déjà fait savoir que de telles sanctions ne l'impressionnaient guère. Il faut rappeler ici qu'économie et morale ne font pas toujours bon ménage : en mars 2007, lorsque l'Iran s'était emparé, pendant deux semaines, de quinze soldats britanniques, la hausse que l'affaire avait suscitée sur le marché du pétrole lui avait fait gagner des centaines de millions de dollars...

INDE : POLÉMIQUE SUR UNE REPRISE DES ESSAIS

Les déclarations d'un ancien scientifique de haut rang du DRDO (DGA indienne) ont provoqué un tollé au sein de la communauté nucléaire indienne. K. Santhanam, pourtant en charge de la direction des essais de Pokhran II en 1998, a dit que ces derniers n'ont pas été une «réussite totale» et a insisté sur la nécessité de procéder à de nouveaux tests. Santhanam estime que les explosions auraient été beaucoup moins puissantes que la charge thermonucléaire annoncée. L'ancien Président indien et scientifique chevronné APJ Abdul Kalam a immédiatement réagi en critiquant les propos de Santhanam. Même son de cloche du côté du Premier ministre, Manmohan Singh, et du directeur de la Commission à l'énergie atomique indienne (AEC), Anil Kakodkar, pour qui de nouveaux essais seraient inutiles au vu des capacités actuelles de simulation du pays. Kakodkar insiste sur les progrès réalisés suite aux essais de 1998 en matière de simulation tri-dimensionnelle. Ainsi, selon lui, les scientifiques du Babha Atomic Research Center (BARC) auraient recueilli l'ensemble des données nécessaires à de futures simulations dans les domaines sismiques et radiochimiques. Il a ajouté que le BARC a validé ses capacités de simulation 3D en analysant les essais américains «Baneberry» réalisés en décembre 1970. A contre-courant, R. Srinivasan, ancien directeur de l'AEC, estime, quant à lui, que ces déclarations devraient pousser les autorités actuelles à engager un large débat sur les capacités de dissuasion du pays. Au-delà des polémiques portant sur les capacités nucléaires réelles du pays, ces déclarations interviennent alors que l'Inde est en discussion avec Washington pour la signature du Traité d'interdiction des essais nucléaires (TICEN), décision vivement critiquée au sein des éléments nationalistes et nerhuviens de la communauté stratégique indienne. Les déclarations de Barack Obama, lors du sommet de Prague en avril dernier, ont fortement inquiété ceux qui estiment que la préservation de l'autonomie stratégique vis-à-vis des Etats-Unis constitue un élément essentiel de la politique étrangère et de sécurité du pays.

L'«INSOLENCE» AFGHANE GÊNE BERLIN

Angela Merkel aura tout fait pour que la question de l'engagement allemand en Afghanistan ne vienne pas perturber sa campagne électorale. En vain. Comme TTU l'a déjà rapporté, Franz-Josef Jung, ministre allemand de la Défense, applique fidèlement les consignes de sa patronne et maintient depuis des mois contre vents et marées qu'il n'y a pas de guerre en Afghanistan. Tout au plus des «accrochages». Pourtant, depuis que le chef du contingent allemand de la FIAS a fait bombarder par des avions américains, dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, deux camions citernes volés par les talibans, la mascarade est finie. Il n'y a plus à transiger. Des civils sont morts. Pris dans son obsession, Jung a d'abord annoncé «une frappe victorieuse contre les insurgés» et exclu «presque à 100 %» toute victime civile. Il a fallu les plaintes des militaires américains et les informations de l'Otan pour que, quelques jours plus tard, le ministre reconnaisse l'existence de victimes civiles et se pose des questions sur la préparation de l'opération. Contrainte de venir s'expliquer devant le Bundestag, mardi matin, la chancelière s'est excusée auprès des familles d'éventuelles victimes civiles. Mais elle a défendu fermement la présence allemande ainsi que le colonel de la Bundeswehr qui a commandé l'action. Dans l'attente des résultats de l'enquête, elle a aussi mis en garde la communauté internationale contre des jugements hâtifs : «Je ne le tolère pas, au niveau national comme international.» A l'exception de la gauche radicale, qui demande depuis longtemps le retrait des troupes allemandes, les autres partis adhèrent encore à la logique de la chancelière. A savoir que l'engagement afghan contre le terrorisme améliore la sécurité de l'Allemagne, et non l'inverse. Il n'empêche, depuis ce week-end, le débat sur la durée de cet engagement et sur les agissements réels de la Bundeswehr sur le terrain (guerre et/ou reconstruction) est ouvert. Cela, à trois semaines et demie d'élections qui s'annoncent très serrées. Or, près de 70 % des Allemands sont pour un retrait rapide des troupes allemandes. Et les talibans, bien au courant de la campagne électorale, ont juré de se venger rapidement. Au bout du compte, le borbier afghan pourrait faire perdre à Angela Merkel les quelques milliers de voix dont elle a besoin pour mettre fin à la «grande coalition» avec les sociaux démocrates et pour faire basculer la majorité gouvernementale à droite.

PATRIA DANS LE VISEUR DE LA JUSTICE

La livraison de véhicules blindés par Patria à la Slovaquie est interrompue par le groupe finlandais. C'est le dernier épisode en date d'une affaire au parfum de corruption. Depuis son annonce en 2006, les soupçons ont entouré cette commande par l'armée slovaque de 135 véhicules blindés 8x8 AMV pour 278 millions d'euros. Les polices finlandaise, slovaque et autrichienne tentent de remonter le fil. En août 2008, le directeur général de Patria, un temps inquiété, a démissionné pour ne pas nuire à la crédibilité de l'entreprise. Entre-temps, la crise économique a frappé la Slovaquie, qui en a profité pour demander une révision du contrat à 80 unités. Le 2 septembre, Patria a annoncé qu'il n'y était pas opposé. Et que, en attendant, la production des véhicules, en Slovaquie, serait gelée, une fois achevée celle de 13 blindés en cours. Treize autres unités ont déjà été livrées.

UN CALIBRE BIENTÔT CENTENAIRE

General Dynamics vient de signer un contrat de 28 millions de dollars avec l'US Army portant sur la fabrication et la livraison d'un important lot de mitrailleuses lourdes M-2 HB en calibre .50 Browning (12,7 x 99 mm standard Otan). Les premières livraisons de mitrailleuses lourdes .50 Browning de ce dernier contrat devraient démarrer avant la fin de l'année. General Dynamics a déjà produit depuis 1979 plus de 25 000 Browning M-2 HB : bien qu'adoptée par l'US Army il y a plus de 80 ans déjà (en 1918, pour la précision), la Browning .50 continue à être une valeur sûre.

► Le bel avenir des drones (suite)

Actuellement, il n'existe pas de solution technique. La problématique drone a donc encore de belles années devant elle. D'autant que se pose le problème de l'avenir de l'Advanced UAV et la place de la France comme nation leader en matière de drone. Il serait dommage de devoir se fournir chez les Américains ou bien chez les Israéliens.

► Baptême du soldat du futur

Afin d'acquérir une meilleure visibilité sur ses marchés, Oerlikon Contraves GmbH, filiale à 100 % de Rheinmetall, s'appelle désormais Rheinmetall Soldier Electronics depuis le 1^{er} septembre 2009, a annoncé Rheinmetall. La société basée à Stockach, sur les bords du Lac de Constance, regroupera toutes les activités du groupe, dédiées à l'équipement du «soldat du futur». La filiale suisse d'Oerlikon Contraves, également propriété de Rheinmetall depuis 1999 et spécialisée dans les dispositifs de défense antiaérienne, a déjà changé de nom en décembre 2008, et se nomme désormais Rheinmetall Air Defence.

► Du côté d'Orange

Sur la base aérienne d'Orange le lieutenant-colonel Bruno Cunat succède au lieutenant-colonel Hervé Lahille, à la tête de l'Escadron de chasse 2/5 «Ile-de-France». A noter que le lieutenant-colonel Yvan Kohn remplace le lieutenant-colonel Eric Paillier et prend le commandement de l'ESTA.

► Petite coupe chez les RVSN

Les RVSN, troupes de fusées stratégiques russes, vont réduire les cadres de 3 500 hommes d'ici à 2016. Les effectifs ne devront pas excéder 60 000 hommes, selon le porte-parole des RVSN, le général Vladimir Gagarine, interrogé par la radio libérale «Echos de Moscou».

► Le Predator incontesté

Après deux années d'opérations dans le secteur de Hérat, les drones Predator du 28^e Groupe de l'Aeronautica Militare Italiana (AMI), qui sont intégrés actuellement au Task Group "Amendola", viennent de totaliser les 3 000 heures de vol en Afghanistan. Les Predator de l'AMI avaient déjà dépassé les 2 000 heures de vol lors de leur déploiement en Irak, dans le cadre de l'opération "Antica Babilonia".

► Couloirs aériens

Alors que le 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat fêtera les quarante ans des hélicoptères de l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT), à Phalsbourg, les 12 et 13 septembre 2009, un débat feutré a lieu sur le partage des couloirs aériens de vols avec les engins militaires. Le ciel commence à être surchargé et les entraînements deviennent administrativement compliqués.

► En Bolivie

Le ministre bolivien de la Défense a signé un accord avec l'avionneur tchèque Oakfield (ex-Aero Vodochody) portant sur l'acquisition de six avions L-159 ALCA (Advanced Light Combat Aircraft). Le contrat, d'une valeur de 57 millions de dollars, comprend la livraison d'un simulateur de vol et de pièces de rechange, ainsi que le support technique et la formation des pilotes. Avec la fourniture de ces nouveaux appareils, les forces aériennes boliviennes pourront démarrer le programme visant à remplacer les obsolètes Canadair AT-33 Mk-3.

► Zapad 2009

Du 8 au 29 septembre, la Russie et son partenaire qui ne trompe personne, la Biélorussie, conduisent d'importantes manœuvres militaires, "Zapad 2009", dans lesquelles 12 500 hommes sont impliqués.

BALTIQUES : EXERCICES SUR FOND DE TENSIONS

La mer Baltique et son voisinage proche sont le théâtre de manœuvres importantes depuis le début de l'été, maritimes comme terrestres, avec pour acteurs l'Otan, d'un côté, la Russie, de l'autre. Côté Alliance atlantique, les principaux exercices maritimes de l'année, "Open Spirit 2009", viennent de s'achever au large de l'Estonie. Sur le papier, il s'agit d'une opération de déminage des eaux de la Baltique, réalisée tous les ans depuis 1997. Mais cette année, la présence de 16 navires en provenance de dix Etats membres (dont la France et les Etats-Unis) et de pays associés via le Partenariat pour la paix (Finlande, Suède), a conféré une importance particulière à l'événement, un an après la guerre en Géorgie. «C'est une preuve de la solidité de nos relations avec les Alliés et d'une sécurité accrue en Baltique», a analysé le ministre estonien de la Défense, Jaak Aaviksoo. Comme l'an dernier, la Russie n'a pas participé à cette opération de déminage. Plus tôt dans l'été, un important exercice de gestion de crise (Loyal Arrow) s'est déroulé dans le golfe de Botnie, attenant à la Baltique, et sur le territoire suédois. En présence notamment du porte-avions britannique HMS "Illustrious" et d'une cinquantaine d'avions (Awacs compris) de dix pays de l'Otan. En visite le 1^{er} septembre à Tallinn, le secrétaire d'Etat allemand à la Défense, Rüdiger Wolf, a tenu à rappeler que «la sécurité collective restera la tâche la plus importante de l'Otan dans son nouveau concept stratégique». De quoi calmer les Etats baltes, inquiets face à l'ébauche de rapprochement entamée par l'administration Obama avec Moscou. Autre geste apprécié : le fait que l'Allemagne ait dépêché quatre de ses appareils les plus modernes, des Eurofighter Typhoon (jusqu'alors jamais utilisés à l'étranger), pour surveiller cet automne l'espace aérien balte, dans le cadre de la rotation entre pays de l'Otan. En juillet, l'Estonie avait par ailleurs reçu la visite d'avions tchèques (Saab Gripen) et américains, dont un bombardier B-52, pour d'autres manœuvres. L'espace aérien balte mais aussi nordique s'est régulièrement fait approcher par des appareils russes depuis quelques années. Pour Moscou, ces sorties sont une façon de démontrer qu'il faut compter sur elle dans le domaine militaire. C'est aussi l'un des messages envoyés par l'exercice Ladoga, qui a débuté à la fin août au nord du golfe de Finlande. Pour l'occasion, des navires appartenant à la flotte de la Russie du Nord sont arrivés dans cette partie de la Baltique. Selon des experts militaires finlandais et suédois, l'un des principaux objectifs sera l'entraînement à la protection d'un gazoduc. Gazprom doit installer un tel tuyau, Nord Stream, au fond de la Baltique à partir de l'an prochain, pour exporter son gaz vers l'Allemagne. Cette infrastructure est perçue dans les cercles militaires suédois comme une menace pour la sécurité du royaume.

TRÈS MAUVAIS POINT POUR SAAB

Mauvaise nouvelle pour Saab. L'armée de l'air royale thaïlandaise (RTAF) va devoir retarder le retrait de ses avions Northrop F-5E/F. Ils auraient dû être remplacés par des Gripen JAS-39, grâce à une nouvelle commande de 6 appareils que l'on attendait pour 2010. Toutefois, le nouveau gouvernement a décidé de repousser cette acquisition. De son côté, la RTAF prévoit, malgré tout, de tenir son calendrier et de se séparer de ses vieux appareils en 2013. Ce projet paraît peu probable, elle n'aura, à cette date, que 6 Gripen contre les 12 prévus dans le contrat de 2008. Outre ses F-5, l'armée de l'air dispose de 15 avions F-5T Tigers, récemment modernisés par Elbit, et de 60 Lockheed Martin F-16A/B modernisés.

OSLO SÉCURISE LE GRAND NORD

Les gardes-côtes norvégiens ont mis en service, le 24 août, le premier de leurs trois nouveaux navires de classe Barentshav pour des missions dans le grand Nord, priorité militaire d'Oslo. Le KV "Barentshav" fonctionne au gaz naturel, et non au diesel.

L'ELDIG SANS PRÉSIDENT

Le départ de Bruno Rambaud, à la mi-juillet, de la présidence du GICAT (Groupement des industries françaises de défense terrestre) a aussi entraîné sa démission de l'ELDIG, le groupement européen des industriels terrestres (European Land Defence Industry Group), présidence qu'il occupait depuis juin 2008. Son remplaçant à la tête du GICAT, Christian Mons (PDG de Panhard), s'est saisi du dossier et devrait soumettre un nom aux industriels européens durant la prochaine réunion de l'ELDIG, qui se tiendra début octobre. Mons aurait refusé de reprendre le flambeau de son prédécesseur, sa société n'ayant pas la taille critique pour s'imposer face aux grands européens (BAe...). Le nom du PDG de Sagem Défense & Sécurité, Jean-François Coutris, semble, aujourd'hui, sortir de la liste, bien que des voix s'élèvent contre lui. Cette vacance à la tête de l'ELDIG n'étant pas juridiquement prévue, les membres pourraient décider de mettre un terme à la présidence française, qui doit s'achever en juin 2010, et passer directement à la présidence suédoise. Parmi les grands axes d'efforts de l'ELDIG lancés par Rambaud figure le rapprochement des secteurs de défense terrestre et de sécurité, l'élaboration de thèmes communs à l'Agence européenne de défense (AED) et à la Commission, ou la poursuite de l'effort de recherche des industriels européens en synergie avec l'AED.

RAFALE AU BRÉSIL : LES NÉGOCIATIONS COMMENCENT

Chez Dassault, la circonspection est de mise, mais la fin de l'Arlésienne semble proche. La chose est même officielle : le gouvernement brésilien dit avoir définitivement retenu le Rafale dans le cadre du programme F-X2 de la Força Aérea Brasileira (force aérienne du Brésil). La confirmation a été donnée au Président Nicolas Sarkozy, le 7 septembre, à Brasilia, jour de la fête de l'indépendance, par le Président Luiz Inacio Lula da Silva. Information relayée dans l'ensemble des médias. Le Brésil deviendrait ainsi le premier client à l'exportation du Rafale. Le marché d'un montant de 5 milliards d'euros porte sur 36 avions — de quoi rééquiper trois escadrilles de la force brésilienne à compter de 2013 —, qui devraient, à l'exception des six premiers, être assemblés au Brésil chez Embraer, dans le cadre d'un vaste plan de transfert de technologie à destination de l'industrie brésilienne. Indécise jusqu'à la dernière minute, cette décision de Brasilia, qui ne devait initialement être annoncée qu'en octobre, a permis au Président Sarkozy de regagner Paris avec la satisfaction du devoir accompli. Dans le cadre du projet F-X2, le Rafale était engagé dans une compétition acérée avec le Saab JAS 39 Gripen et le Boeing F/A-18E/F Hornet. Les Russes étant hors course. Il reste qu'à terme, la France vise encore un marché beaucoup plus vaste : la fourniture d'au moins 120 Rafale au Brésil, dont une vingtaine de Rafale M pour remplacer d'ici 2020 les vieux chasseurs américains AF-1 Skyhawk embarqués sur le porte-avions NAé "São Paulo" (ex-Foch). Ce succès de Dassault ouvre la porte à d'autres marchés : EAU, Suisse... Rappelons que les deux pays ont également formalisé, lundi, des contrats conclus en décembre dernier sur la fourniture de quatre sous-marins d'attaque DCNS Scorpène, de cinquante hélicoptères de transport militaire Eurocopter Cougar et la fabrication d'une coque de sous-marin nucléaire pour un montant de 7 milliards d'euros. La surprise la plus grande est à trouver au niveau des compensations industrielles que devra assurer la France dans le cadre du marché du Rafale : Paris s'est engagé à acheter au Brésil dix exemplaires du futur biréacteur de transport tactique Embraer KC-390 pour un montant de 500 millions d'euros.

CONTRAT POUR KONGSBERG

Le norvégien Kongsberg a signé un contrat de 145 millions de couronnes avec la Maritime Port Authority of Singapore portant sur la livraison d'un système de contrôle et de surveillance destiné à assurer la protection du détroit et du port de Singapour.

► La Turquie modernisera les F-16 pakistanais

Après trois années de négociations, un MoU avait été signé en 2006 à Karachi, lors du salon IDEAS, avec le MoD, Turkish Aerospace Industries (TAI) a finalement remporté un contrat de 75 millions de dollars pour moderniser les F-16 de l'armée de l'air pakistanaise. Le contrat débutera en octobre pour une durée de 46 mois. Il portera sur 42 avions F-16A/B et C/D. Quelques mois auparavant, l'industriel turc avait achevé des travaux similaires sur les F-16 jordaniens. TAI s'impose donc comme un acteur de référence pour la modernisation des avions de Lockheed Martin.

► Convertiplane italien

Finmeccanica a présenté son convertiplane, le BA609, développé en coopération avec Bell. Pierfrancesco Guarguaglini, le PDG de Finmeccanica, a déjà prospecté le marché italien, où le ministère de l'Intérieur serait intéressé par une commande d'une cinquantaine d'exemplaires pour remplacer les hélicoptères de la police nationale. Finmeccanica et Bell visent les 500 ventes à partir de 2013, année où le convertiplane devrait être introduit sur le marché à un prix unitaire de 20 millions d'euros.

► Grenades allemandes

American Rheinmetall Munitions (ARM), filiale américaine de Rheinmetall, vient d'obtenir de l'US Marine Corps (USMC) un contrat de 8,2 millions de dollars portant sur la livraison de grenades fumigène de 66 mm type SSVL (Smoke Screening IR Vehicle Launched) MK-1 Mod.0. Celles-ci seront utilisées par de nombreux véhicules en service au sein de l'USMC, notamment par les M-1 Abrams, les AAV-7, les LAV et certaines versions de l'HMMWV.

Retour sur une visite

La visite d'une délégation du ministère chinois de la Défense sur le destroyer japonais Murasame, mouillant à Yokosuka le 28 août, aurait pu apparaître comme un événement bénin dans le cadre des relations bilatérales entre l'Armée populaire de libération et les Forces d'autodéfense, si l'organisateur de ces rencontres n'avait pas été un intermédiaire étrange. L'information a été occultée deux jours avant les élections qui ont vu le triomphe de Yukio Hatoyama et du Parti démocrate. Or, la visite du général Lu Rangquan (directeur de la division politique des affaires internationales du ministère) a été organisée par la "Fondation pour la paix Sasakawa", qui porte le nom du criminel de guerre Ryoichi Sasakawa (1899-1995), homme de l'ombre à l'intersection de l'extrême droite japonaise et de la mafia Yakuza, chef d'un syndicat du crime dans la Chine occupée par les armées impériales jusqu'en 1945. Repêché par la CIA pendant la guerre froide, afin de combattre le parti communiste japonais, il a été par la suite conseiller du révérend sud-coréen Moon, gourou de la secte éponyme, et créateur avec Chiang Kai-shek de la Ligue mondiale anticommuniste (WACL - World AntiCommunist League). Depuis, sa Fondation s'est achetée une respectabilité en finançant des projets culturels (en France et ailleurs), effectuant du lobbying dans le rapprochement stratégique avec les Chinois combattus jadis. Ultra-conservatrice, elle sert de passerelle officieuse entre Tokyo et Pékin, notamment dans le domaine stratégique et du renseignement militaire par le truchement de l'Association chinoise pour les relations amicales internationales (China Association for International Friendly Contact), fondée en 1984 et impliquée récemment dans une affaire d'espionnage à Tokyo.

► A Toulon

Une délégation russe sera prochainement en visite à Toulon. Elle devrait notamment se rendre à bord du BPC "Tonnerre".

► Kiosque asiatique

Les Editions Choiseul publie *Monde chinois*, consacré à la puissance militaire chinoise. Particulièrement bien documentée, la revue aborde la Chine sous un angle original, soutenu par des analyses d'experts reconnus.

► La DG de l'Unesco

La Russie est candidate pour la direction générale de l'Unesco, avec Alexandre Vladimirovitch Yakovenko. Un choix qui s'inscrit dans la politique dite de "soft power" russe, qui vise à déployer une stratégie d'influence dans les institutions internationales.

► Brienne : une arrivée

Le commissaire-colonel Thierry-Marc Pineaud a pris ses quartiers au cabinet du ministère de la

Défense en tant que conseiller technique pour les affaires sociales. Ancien adjoint aux finances du cabinet militaire, il est notamment passé par le Collège de l'Otan à Rome.

► Piraterie

Téhéran a décidé de rejoindre les pays qui participent à la lutte contre la piraterie maritime dans les eaux du golfe d'Aden et au large des côtes somaliennes. Six unités de combat iraniennes, dont une frégate classe "Alvand" type "Vosper", plus une unité de support logistique, vont être déployées à cet effet par Téhéran ; unités qui vont devoir coopérer, de facto, avec le dispositif naval international présent sur zone, y compris avec les navires de l'US Navy.

► DCI - Nomination

Dans le cadre de son développement, la société Défense Conseil International (DCI) a recruté un nouveau directeur des ressources humaines, notamment chargé de mettre en place la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Laurence Colombani, juriste de formation, a pris

les fonctions de directrice des ressources humaines du groupe DCI le 17 août.

► Nomination

Le général Werner Weisenburger, de l'Office des forces armées à Bonn, est nommé attaché militaire auprès de la mission militaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris. Il vient remplacer le contre-amiral Georg Freiherr von Maltzan. Par ailleurs, le général Hans-Lothar Domröse, actuellement affecté à l'état-major de l'armée de terre allemande, à Coblenz, et chef d'état-major de la FIAS jusqu'à la fin 2008, prendra prochainement le commandement de l'Eurocorps à Strasbourg.

► Education et défense

Le numéro du 15 juin 2009 de *Textes et documents pour la classe (TDC)*, revue éditée par le service culture-éditions-ressources pour l'Education nationale (SCEREN - CNDP), est consacré aux "nouveaux enjeux de la Défense". Destiné aux enseignants, ce document accompagne l'enseignement de défense. Voir : <http://tdc.cndp.fr>

Colloque en stock

► Une pensée stratégique pour la France

L'IRSEM et l'EMS organisent une journée d'étude, le 6 octobre, à l'Ecole-Militaire sur les nouveaux défis de la pensée stratégique. Parmi les participants, on trouve Pierre Lellouche (secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes), Frédéric Charillon et Jean Dufourcq de l'IRSEM, Dominique David (Ifri), Claude France Arnould (UE), Jean-François Bureau (Otan), les débats étant introduits par le général Georgelin.

• **Contact** : inscription-irsem.ems@defense.gouv.fr